

JACQUES BONHOMME

LA VIE A BON MARCHÉ

Il ne s'agit pas de raccourcir les habits pour en faire des vestes, mais d'allonger les vestes pour en faire des habits.

Peuples, formez une Sainte-Alliance, Et donnez-vous la main.

GABRIEL PAGÈS (Pactes).

BÉRANGER.

SOMMAIRE.

Histoire de Jacques Bonhomme. — Comment lui est venue l'idée d'écrire un journal. — Comment il entend la liberté. — Son opinion sur l'Assemblée nationale. — Comment il comprend l'État. — Son plan financier. — Comme quoi prendre cinq et rendre quatre, ce n'est pas donner. — Jacques Bonhomme dit son mot sur le recrutement, les élections, les bons du Trésor, les caisses d'épargne et les fonds secrets, les attroupements et les affaires étrangères.

HISTOIRE DE JACQUES BONHOMME.

Comment est venue à Jacques Bonhomme l'idée d'écrire un journal.

Et d'abord Jacques Bonhomme vous dira qui il est et pourquoi on l'a baptisé du nom de Jacques Bonhomme.

Il y a bien longtemps de cela — bien des centaines d'années — des seigneurs grands et petits étaient les maîtres du pays. Comme ces gens-là passaient leur vie à se chamailler entre eux, comme ils ne travaillaient aucunement ni de la pioche, ni de la bêche, ni du marteau, leur nourriture et leur entretien se trouvaient à la charge de ceux qui travaillaient. Et le fardeau était lourd, croyez-moi ! car on ne ménage pas son beurre quand on va le chercher dans le garde-manger du voisin. Cependant, les gens de travail ne se plaignaient pas trop ; pourvu qu'on leur laissât de quoi vivre, eux, leurs femmes et leurs enfants, ils payaient sans mot dire les redevances, et ils faisaient les corvées. C'était un bon peuple, bien doux, bien inoffensif, et qui se consolait vite de ses peines lorsqu'on lui disait le mot pour rire. Voyant cela, ceux qui le grugeaient et qui le tondaient à ras lui avaient donné le nom de Jacques Bonhomme. Avaient-ils envie de faire cadeau d'une parure à leurs femmes ou de doter leurs filles — ils s'adressaient à Jacques Bonhomme. — Jacques, mon bon Jacques, lui disaient-ils, donne-nous un peu plus de blé, un peu plus d'huile, un peu plus de vin sur ta récolte ; et si Jacques lui répondait : — Mais je vous en donne déjà pas mal, de mon blé, de mon huile et de mon vin, — ils répliquaient : — Jacques, mon ami Jacques, tu t'égares ; c'est dans ton intérêt que nous te demandons un supplément de blé, d'huile et de vin ; cela fera aller le commerce, et tu finiras toi-même par en profiter. *L'impôt est le meilleur des placements.*

Jacques Bonhomme, qui n'était pas unsot, quoiqu'en ce temps-là il sût à peine lire, Jacques Bonhomme trouvait bien que le raisonnement louchait un peu ; cependant il payait tout de même. Il était si bien nommé Jacques Bonhomme !

D'autres fois on lui disait : Jacques, mon ami Jacques, sais-tu bien ce qui vient d'arriver ? Un étranger a osé dire que ton seigneur et maître, le roi de France vit avec une c... ; Jacques, il faut punir l'insolent : donne-nous ta vache avec son veau et envoie ton fils aîné à la frontière. — Et si Jacques s'avisait là-dessus de raisonner, et de demander qu'au moins on lui laissât son veau, — on lui répondait encore : — Jacques, mon ami Jacques, vous voulez donc laisser insulter impunément l'honneur national ! Jacques, mon ami Jacques, vous êtes un factieux ! Mais prenez-y garde : si vous refusez au roi l'impôt qui lui est dû, le roi vous enverra ramer sur ses galères.

Et comme Jacques Bonhomme se souciait peu d'aller ramer sur les galères du roi, il vendait sa vache avec le veau, en donnait le prix au collecteur et il envoyait son fils à la frontière. Puis, de grand matin, jusque bien

avant dans la soirée, il se remettait à piocher son coin de terre.

Un jour pourtant, Jacques Bonhomme se fatigua de piocher toujours sans pouvoir rien garder dans sa pauvre escarcelle ; il déposa sa pioche, prit un fusil, et se mit à faire des révolutions.

Il en fit une, deux, trois, puis il déposa son fusil et recommença à piocher.

Mais, après avoir fait ses trois révolutions, voici que Jacques Bonhomme s'aperçoit que les choses, au lieu de tourner de mal en bien, vont de mal en pis, et Jacques Bonhomme, dont la famille a grossi, et avec elle les soucis du jour, Jacques Bonhomme est fort inquiet, Jacques Bonhomme se gratte l'oreille, Jacques Bonhomme cherche un moyen honnête de se tirer d'affaire.

Comme bien vous pensez, Jacques Bonhomme ne manque pas d'amis ; car, enfin, Jacques, malgré les révolutions, a bien encore un peu de blé dans son grenier et quelques litres de vin dans son cellier, et tous ses amis lui donnent à l'envi des conseils. — Jacques, lui dit l'un, Jacques, mon ami, vois-tu bien, tu as fait un pas de clerc : brise ton fusil, rappelle ceux que tu as chassés, laisse-les te conduire comme ils l'entendent, et paie-leur l'impôt sans mot dire ! Vois-tu bien, Jacques, ton rôle, à toi, c'est de payer. — Tu as payé, tu paies et tu paieras. Remets donc les choses comme devant. Tu payais beaucoup alors, c'est vrai ; mais si les choses continuent à aller comme elles vont, vois-tu bien, si peu qu'on te demande, Jacques, tu ne le pourras donner, car tu n'auras plus rien.

— N'écoute pas, Jacques, lui crie un autre. Jacques, mon ami, tu n'as pas fait trois révolutions pour n'en tirer aucun profit. Jacques, mon ami, reprends ton fusil, et au besoin ta hache ou ta faux, et continue à faire la guerre aux aristocrates, jusqu'à ce qu'il n'en demeure plus un seul debout. Alors, crois-moi, tu deviendras riche et tu seras heureux.

— Jacques, mon ami Jacques, que vas-tu faire ? N'écoute pas ces hommes à ceinture rouge. Ne fais point la guerre aux aristocrates, Jacques ; il y a d'autres moyens de te tirer d'affaires. Il y en a un surtout qui est infaillible... c'est moi qui l'ai inventé. Il ne te coûtera pas cher, Jacques, et il t'enrichira pour sûr...

Jacques, qui était bien décidé à ne pas revenir au temps passé, mais qui répugnait fort à reprendre son fusil, Jacques prêtait une oreille attentive aux paroles de son troisième ami, et il était sur le point de conclure le marché, lorsqu'on le tira par sa blouse pour lui offrir un autre remède non moins infaillible, — puis un second, — puis un troisième ; si bien que Jacques ne savait plus auquel entendre.

Alors il poussa une idée à Jacques Bonhomme. Mes amis, pensa-t-il, s'occupent beaucoup de mes affaires, si je m'en occupais aussi, moi ? Si je cherchais où va mon argent ; si je m'occupais de savoir pourquoi on ne me permet pas de faire ceci ou cela à ma guise ; pourquoi on m'oblige d'acheter cher ici mon pain, ma viande, mon chauffage et mes outils, tandis que je pourrais les avoir à bon marché un peu plus loin ; pourquoi on me prend chaque année mes enfants les plus robustes pour en faire des soldats, quand j'aurais plus de profit à en faire des laboureurs ou des artisans ; pourquoi on m'oblige à payer de gros appointements par ci, de gros appointements par là, absolument comme sous l'ancien régime ; pourquoi, enfin, on me soutire autant et plus d'argent qu'on m'en soutirait autrefois.

Ayant fait ces réflexions, Jacques Bonhomme se mit

à étudier le budget de la république et à lire des livres d'économie politique ; de tout cela, il retira grand fruit ; il commença à voir jour dans les affaires, et voulant que tout le monde y pût voir comme lui, il se mit à raconter ce qu'il avait appris.

Maintenant, mes chers amis, prêtez attention, je vous prie, aux discours de Jacques Bonhomme. C'est un homme de bonne humeur et de bon esprit, un démocrate de la vieille souche, et, grands et petits, vous aurez tous profit à l'écouter.

LA LIBERTÉ.

J'ai beaucoup vécu, beaucoup vu, observé, comparé, étudié, et je suis arrivé à cette conclusion :

« Nos pères avaient raison de vouloir être LIBRES, et nous devons le vouloir aussi. »

Ce n'est pas que la liberté n'ait des inconvénients : tout en a. Arguer contre elle de ces inconvénients, c'est dire à un homme qui est dans un boublier : N'en sortez pas ; car vous ne le pouvez sans quelque effort !

Ainsi, il serait à souhaiter qu'il n'y eût qu'une foi dans le monde, pourvu que ce fût la vraie. Mais où est l'autorité infaillible qui nous l'imposera ? En attendant qu'elle se montre, maintenons la *liberté d'examen et de conscience*.

Il serait heureux que le meilleur mode possible d'enseignement fût universellement adopté. Mais qui le possède et où est son titre ? Réclamons donc la *liberté d'enseignement*.

On peut s'affliger de voir les écrivains se complaire à remuer toutes les mauvaises passions. Mais entraver la presse, c'est entraver la vérité aussi bien que le mensonge. Ne laissons donc jamais périr la *liberté de la presse*.

C'est une chose fâcheuse que l'homme soit réduit à gagner son pain à la sueur de son front. Il vaudrait mieux que l'État nourrit tout le monde ; mais c'est impossible. Ayons du moins la *liberté du travail*.

En s'associant, les hommes peuvent tirer un plus grand parti de leurs forces. Mais les formes de l'association sont infinies, quelle est la meilleure ? Ne courons pas la chance que l'État nous impose la plus mauvaise. Cherchons la bonne à tâtons, et réclamons la *liberté d'association*.

Un peuple a deux manières de se procurer une chose : la première, c'est de la faire ; la seconde, c'est d'en faire une autre et de la troquer. Il vaut certainement mieux avoir l'option que de ne l'avoir pas. Exigeons donc la *liberté de l'échange*.

Je me mêle aux débats publics, je m'efforce de pénétrer dans la foule pour prêcher toutes les *libertés*, dont l'ensemble forme la *liberté*.

Laissez faire ! — Je commence par dire, pour prévenir toute équivoque, que *laissez faire* s'applique ici aux choses honnêtes, l'État étant institué précisément pour empêcher les choses déshonnêtes.

Cela posé, et quant aux choses innocentes par elles-mêmes, comme le travail, l'échange, l'enseignement, l'association, la banque, etc., il faut pourtant opter. Il faut que l'État *laisse faire* ou *empêche de faire*.

S'il *laisse faire*, nous serons libres et économiquement administrés, rien ne coûtant moins que de *laisser faire*.

S'il *empêche de faire*, malheur à notre liberté et à notre bourse. A notre liberté, puisque *empêcher*, c'est lier les bras ; à notre bourse, car pour *empêcher* il faut des agents, et pour avoir des agents il faut de l'argent.

A cela, les socialistes disent : Laissez faire ! mais c'est une horreur. — Et pourquoi, s'il vous plaît ? — Parce que quand on les laisse faire, les hommes font mal et agissent contre leurs intérêts. Il est bon que l'État les dirige.

Voilà qui est plaisant ! Quoi ! vous avez une telle foi dans la sagesse humaine que vous voulez le *suffrage universel* et le *gouvernement de tous par tous* ; et puis, ces mêmes hommes que vous jugez aptes à gouverner les autres, vous les proclamez incapables à se gouverner eux-mêmes !

L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

— Maître Jacques, que pensez-vous de l'Assemblée nationale ?

— Je la crois excellente, bien intentionnée, passionnée pour le bien. Elle aime le peuple, elle est vaine, elle le voudrait heureux et libre. Elle fait honneur au *suffrage universel*.

— Cependant, que d'hésitations ! que de lenteurs ! que d'ora-

ges sans causes ! que de temps perdu ! Quel bien a-t-elle réalisé ? quels maux a-t-elle empêchés ? Le peuple souffre, l'industrie s'éteint, le travail s'arrête, le trésor se ruine, et l'Assemblée passe son temps à écouter d'ennuyeuses harangues.

— Que voulez-vous ? L'Assemblée ne peut changer la nature des choses. La nature des choses s'oppose à ce que neuf cents personnes gouvernent avec une volonté ferme, logique et rapide. Aussi, voyez comme elle attend un pouvoir qui réfléchisse sa pensée. Comme elle est prête à lui donner une majorité compacte de sept cents voix dans le sens des idées démocratiques. Mais ce pouvoir ne surgit pas, et ne peut guère surgir dans le provisoire où nous sommes.

— Que faut-il donc que fasse l'Assemblée ?

— Trois choses : pourvoir à l'urgence, faire la Constitution, et s'en aller.

L'ÉTAT.

Il y en a qui disent : C'est un homme de finances qui nous tirera de là, Thiers, Fould, Goudchaux, Girardin. Je crois qu'ils se trompent.

— Qui donc nous en tirera ?

— Le peuple.

— Quand ?

— Quand il aura appris cette leçon : L'État, n'ayant rien qu'il ne l'ait pris au peuple, ne peut pas faire au peuple des largesses.

— Le peuple sait cela, car il ne cesse de demander des réductions de taxes.

— C'est vrai ; mais, en même temps, il ne cesse de demander à l'État, sous toutes les formes, des libéralités.

Il veut que l'État fonde des crèches, des salles d'asile et des écoles gratuites pour la jeunesse ; des ateliers nationaux pour l'âge mûr et des pensions de retraite pour la vieillesse.

Il veut que l'État aille guerroyer en Italie et en Pologne.

Il veut que l'État fonde des colonies agricoles.

Il veut que l'État fasse les chemins de fer.

Il veut que l'État défriche l'Algérie.

Il veut que l'État prête dix milliards aux propriétaires.

Il veut que l'État fournisse le capital aux travailleurs.

Il veut que l'État reboise les montagnes.

Il veut que l'État endigue les rivières.

Il veut que l'État paye des rentes sans en avoir.

Il veut que l'État fasse la loi à l'Europe.

Il veut que l'État favorise l'agriculture.

Il veut que l'État donne des primes aux fabriques.

Il veut que l'État protège le commerce.

Il veut que l'État ait une armée redoutable.

Il veut que l'État ait une marine imposante.

Il veut que l'État.....

— Avez-vous tout dit ?

— J'en ai encore pour une bonne heure.

— Mais enfin, où en voulez-vous venir ?

— A ceci : tant que le peuple voudra tout cela, il faudra qu'il le paye. Il n'y a pas d'homme de finances qui fasse quelque chose avec rien.

Jacques Bonhomme fonde une prix de cinq cent mille francs à décerner à celui qui donnera une bonne définition de ce mot : L'ÉTAT, car celui-là sera le sauveur des finances, de l'industrie, du commerce et du travail.

Sur les plans financiers.

Depuis que la crise a commencé, les plans financiers pleuvent de toutes parts. C'est à qui aura l'honneur de sauver le commerce, l'industrie, les finances, de sauver, en un mot, la République. Chacun propose sa recette, toujours meilleure et plus infaillible que les autres.

Bien entendu que les auteurs de ces belles découvertes réclament invariablement l'intervention active de l'État ; ils se chargeraient seulement d'administrer leurs remèdes en son nom.

Quelques statisticiens ont essayé de faire le compte de ces plans sauveurs. Ils en ont déjà trouvé, dit-on, 999,000, et ce n'est pas encore fini.

Quand on aura atteint le million, nous proposerons aussi notre plan ; et celui-là, s'il n'est plus merveilleux que les autres, s'en distinguera tout au moins par sa simplicité.

Il consistera tout simplement à permettre à l'industrie de se sauver elle-même.

Il n'exigera du gouvernement autre chose qu'un projet de loi en trois articles, conçu à peu près en ces termes :

Art. 1^{er}. Les lois qui limitent le taux de l'intérêt de l'argent en matière civile et en matière commerciale, sont abrogées.

Art. 2. La loi qui régit les sociétés commerciales est abrogée. Les sociétés seront régies à l'avenir par les conventions librement consenties entre les parties.

Les engagements contractés par elles envers les tiers seront soumis au droit commun.

Art. 3. Le privilège exclusif de la Banque de France est aboli. En conséquence, il est permis à tout particulier, ou à toute société, d'émettre des billets au porteur et à vue, et de faire toute autre opération de banque, à la seule condition de remplir fidèlement tous ses engagements envers le public.

Si une loi semblable à celle qui précède était proposée et adoptée, il nous semble voir d'ici ce qui arriverait.

On verrait d'abord un peu de confusion, un peu de brouhaha.

Il y aurait sans doute, surtout dans les premiers moments, des emprunts ostensiblement contractés à 15, à 20, qui sait ? peut-être même à 30 % l'an. Bien des gens crieraient au scandale. Jacques Bonhomme s'en consolait en pensant que cela dispense peut-être les emprunteurs de vendre leurs marchandises ou leurs propriétés à 100 % de perte. Et puis, les affaires reprenant, et la confiance aussi, l'intérêt baisserait peu à peu.

On verrait surgir de tous côtés des sociétés commerciales et des banques ; avec quelque difficulté d'abord, mais bientôt avec entraînement, avec fureur. De ces sociétés et de ces banques, un certain nombre reposeraient sur des conceptions hasardées ou folles : celles-là tomberaient. Mais plusieurs mieux conçues, survivraient, et celles-là serviraient dans la suite de modèle à toutes les autres. L'expérience serait en cela pour tout le monde un infaillible guide.

C'est alors que le principe de l'association, sur lequel on bâtit aujourd'hui tant de chimères, recevrait une application juste et saine. Il produirait, sans commotion pour l'État, sans perturbation pour l'industrie, tous les bons effets dont il est susceptible.

C'est alors aussi que, par le canal des banques, le crédit se répandrait sans effort dans le pays ; les capitaux reprendraient leur circulation interrompue ; dans peu de temps on les verrait abonder partout. Les associations d'ouvriers, quand elles se fonderaient sur des bases solides, avec des chances raisonnables de succès, participeraient aux bienfaits du crédit comme toutes les autres.

CHRONIQUE POLITIQUE.

Intérieur.

De quoi se compose un attroupement ?

De deux pour cent de filous attentifs aux poches qui s'entrouvrent ;

De trois pour cent de brouillons et d'agents de discorde civiles ;

De vingt-cinq pour cent de gamins de tout âge, aimant le tapage, le grabuge et les niches que l'on peut faire à l'autorité ;

De soixante-dix pour cent de niais de tout calibre, qui vont voir ce qu'il y a ; qui rentrent chez eux vexés d'avoir été bousculés, et qui mériteraient le fouet, si on le donnait à tout âge.

Ceci posé, qu'y a-t-il à faire pour dissiper un attroupement ?

Selon Jacques Bonhomme, rien.

Et en voici la raison. Supposons un rassemblement comme celui de la porte Saint-Denis. A huit heures le jobard sort de chez lui pour digérer son dîner tout le long du boulevard. Ordinairement il ne sait de quel côté tourner les talons ; par ce temps d'attroupement il se dit : Je vais voir ce qu'il y a du côté de l'émeute.

Le voilà arrivé, penchant son oreille à droite, à gauche, et n'entendant que des balivernes. Si la troupe ou la mobile, ou la garde nationale ne viennent pas, le plaisir du jobard varie peu, et au bout de dix heures il va se coucher en bâillant. Cela ne l'empêche pas de dire à tous ceux qu'il rencontre, et surtout à sa portière, qu'il aime à effrayer :

Je viens de l'échapper belle ! on se bat à la porte Saint-Denis.

— Toutefois, comme il s'est ennuyé la veille, il se prive le lendemain du plaisir de l'émeute. Comme tous les jobards se ressemblent, et qu'ils forment la majorité de l'attroupement, leur nombre diminue par enchantement, et l'attroupement s'évanouit.

Supposez, au contraire, que la troupe, la mobile ou la garde nationale s'en mêlent. Le gamin s'excite à la vue des uniformes ; il pousse, il anime le jobard ; il crie des *lam-pions* ou *vive Barbès* ! ou à *bas Thiers* ! (Tabatière). La bousculade commence, les troupes manœuvrent, le tambour fait des roulements, il y a des accidents et des émotions de toute nature ; le filou travaille, le brouillon attise le feu, le gamin est aux anges, et le jobard cherche à se dépêtrer le mieux qu'il peut. Mais comme il a été à spectacle, et qu'il a eu des émotions gratis, il revient le lendemain se plaindre que le commerce ne va pas ; que l'autorité devrait bien prendre des mesures pour dissiper les attroupements.

De ces observations personnelles, Jacques Bonhomme conclut :

1^o Que ceux qui vont voir ce qu'il y a sont des niais ;

2^o Que l'autorité aurait pu se tenir sur ses gardes ; mais qu'elle n'avait nullement besoin d'une nouvelle loi sur les attroupements.

Jacques Bonhomme pense que si la Chambre faisait la constitution tout de suite, elle contribuerait beaucoup à dissiper les attroupements. Qu'on se le dise.

Le citoyen ministre de la guerre a annoncé, dans la séance du 9, qu'un projet de décret serait incessamment présenté au sujet du recrutement. On abolira le remplacement, et on réduira considérablement la durée du service militaire. Jacques Bonhomme espérait qu'on abolirait la conscription, et qu'on la remplacerait par des enrôlements volontaires. Mais on n'a pas consulté Jacques Bonhomme.

Patience ! Jacques Bonhomme finira par crier si haut, qu'il faudra bien qu'on l'écoute.

Jacques Bonhomme n'est pas content du résultat des élections. Jacques Bonhomme pense qu'avec du rouge et du blanc on ne fera jamais une république tricolore. Jacques Bonhomme avait une liste de conciliation ; il n'a voté ni pour Thiers ni pour Thoré. Mais puisque sa liste ne l'a pas emporté, Jacques Bonhomme se félicite de ce que l'avantage a été partagé entre les deux listes. L'égalité des forces rend l'oppression impossible.

Jacques Bonhomme avait fait une petite économie. En attendant un placement avantageux ou des mauvais jours qui sont venus, hélas ! il avait mis une partie de son pécule à la caisse d'épargne, et avec l'autre partie il avait acheté un *bon du Trésor*, c'est-à-dire un billet du gouvernement à échéance fixe. Le 24 février arrivé, Jacques Bonhomme a compris qu'il devait faire contre mauvaise fortune bon cœur, car il aime la République et son pays.

En ce moment, Jacques Bonhomme se contenterait d'avoir l'équivalent de son pécule en rentes sur l'État avec le montant desquelles il ferait ses affaires. Le comité des finances de la Chambre a proposé un projet de loi dans ce sens. Le citoyen ministre des finances a supplié l'Assemblée d'ajourner la discussion de ce projet jusqu'après celle de son projet de loi sur les chemins de fer. L'Assemblée, à laquelle il a promis un grand secret qui doit relever nos finances, a voté comme il le désirait.

Jacques Bonhomme déplore amèrement cette décision ; il se voit forcé d'ajourner encore quelques créanciers qu'il aurait payés en vendant tout ou partie des rentes qu'on lui aurait données, en échange de son bon du Trésor et de son dépôt à la caisse d'épargne.

<i>Fonds secrets.</i> — Le ministre des affaires étrangères a demandé un fonds secret de.....	250,000 f.
Le ministre de l'intérieur un autre fonds, également secret, de.....	500,000
La commission exécutive, un autre fonds, également secret, de.....	1,200,000
TOTAL.	1,950,000

ou 2 millions. Jacques Bonhomme ne comprend pas la nécessité de pareilles sommes à destination secrète, sous une République.

Étranger.

Rien de bien intéressant parmi les nouvelles de l'étranger. — En Espagne, une bande de carlistes qui se promenait en armes à la frontière a fini par être dispersée. — En Lombardie, l'armée italienne, commandée par le roi Charles-Albert s'apprêtait à livrer une seconde bataille aux Autrichiens. Charles-Albert peut disposer de 40,000 hommes et de 80 pièces de canon. Les Autrichiens ont encore environ 30,000 hommes et 100 pièces de canon. Mais l'ardeur patriotique des soldats italiens est telle, que l'issue de la lutte ne saurait être douteuse ; avant peu l'Italie sera débarrassée de la présence de l'étranger et maîtresse de gouverner elle-même.

Jacques Bonhomme est bien joyeux de la tournure que prennent les affaires d'Italie : d'abord, parce qu'il aime beaucoup le peuple italien, et qu'il s'est bien souvent indigné de voir ce brave peuple contraint à partager son pain avec des soldats étrangers ; ensuite, parce que si les Italiens avaient été battus, on aurait été forcé d'envoyer une armée à leur secours. Or, Jacques Bonhomme aime mieux voir les enfants du peuple tenir le manche d'une charrue que la crosse d'un fusil, et il est d'avis que le sang français est trop précieux pour qu'on le prodigue.

A Naples, l'amiral français, a refusé de saluer le drapeau napolitain le jour de la fête du roi. Jacques Bonhomme envoie ses compliments au brave amiral. On ne doit pas saluer les assassins, même quand ils portent une couronne.

GUIDE-CHAIX.

NOUVEAU GUIDE DE L'ÉTRANGER À LONDRES, précédé

DE L'ITINÉRAIRE DE PARIS À LONDRES,

Par Boulogne, Calais, le Havre et Dieppe.

Prix : 1 fr. 50 c.

Se trouve à la Librairie de N. CHAIX et C^{ie}, rue Bergère, 8.

Le gerant, J. LOBET.

IMPRIMERIE CENTRALE DE NAPOLÉON CHAIX ET C^{ie}, RUE BERGÈRE, 8.